

## Patrimoine culturel, tourisme et transformations politiques dans la région MENA

Conférence internationale organisée les 15 et 16 février 2013 à Tanger

Les bouleversements politiques dans la région MENA, dits « le Printemps arabe », ont également soulevé la question de la (re)définition du patrimoine culturel et national dans les pays concernés.

Le patrimoine culturel national est défini comme l'ensemble des biens culturels d'une nation qui sont hérités du passé et préservés pour les générations futures. Le patrimoine culturel comprend les biens matériels comme les monuments historiques, les biens naturels comme les sites naturels et la biodiversité, ainsi que les biens immatériels comme la littérature nationale, les langues, les traditions ou le folklore.

Bien que la gestion et la protection du patrimoine culturel se trouvent rarement au centre des débats politiques, la définition et la conception d'un patrimoine national, de même que la sélection des biens culturels dignes de protection, soit la « patrimonialisation », sont en revanche un processus essentiellement politique.

Pour traiter des questions et des enjeux de la patrimonialisation dans la région culturellement riche du Proche et Moyen-Orient, la Konrad-Adenauer-Stiftung a organisé en partenariat avec le *Zentrum für Mittelmeerstudien* (ZMS) de l'Université de la Ruhr à Bochum une conférence internationale les 15 et 16 février 2013 à Tanger sur le thème : « *Patrimoine culturel, tourisme et transformations politiques dans la région MENA* ». La conférence a rassemblé des professeurs et chercheurs universitaires, des parlementaires, des experts et des militants de la région MENA.



### **A qui appartient le patrimoine ? Patrimonialisation et construction d'une identité nationale**

*Edhem ELDEM,  
professeur à  
l'Université  
Boğaziçi  
d'Istanbul*

La définition du patrimoine culturel et de l'identité nationale, de même que la protection d'un patrimoine national, peuvent constituer une question assez délicate. La patrimonialisation constitue forcément un processus sélectif qui rassemble des visions particulières de l'histoire et de la culture et qui peut, en revanche, exclure d'autres visions, voire marginaliser certaines parties prenantes ou groupes sociaux.



*Achim LICHTENBERGER, vice-doyen de la faculté d'Histoire de l'université de la Ruhr à Bochum*

*Dieter HALLER, professeur universitaire de l'anthropologie sociale de l'université de la Ruhr à Bochum*

Dr. Meike Meerpohl, chercheuse à l'Université de la Ruhr à Bochum, a constaté que la protection d'un patrimoine culturel conduit à se demander selon quels critères et pour quelles finalités les biens culturels sont choisis, sur quelles bases certains groupes sociaux sont sélectionnés alors que d'autres se trouvent exclus du processus de patrimonialisation.

Prenant pour exemple le cas de la ville archéologique de Pétra en Jordanie, qui figurait jadis parmi les Sept Merveilles du Monde et fut déclarée « patrimoine mondial » par l'UNESCO en 1985, Dr. Meerpohl a analysé les conflits qui ont jalonné les étapes de la préservation dudit patrimoine culturel. Dr. Meerpohl a dressé un tableau récapitulatif des faits et événements qui se sont déroulés sur ce site, allant de l'expropriation des terres des bédouins qui furent les habitants de la ville archéologique pendant une centaine d'années, aux problèmes socio-économiques qui ont résulté de l'intervention de l'UNESCO visant à la protection de ce patrimoine. Dans le cadre du programme de protection et de mise en valeur du site, il a été décidé d'éloigner les bédouins par la force, de les exproprier et de les bannir, sous prétexte qu'ils contribuaient au risque de déperdition et de dégradation du site. Les frictions et les tensions sociales entre tribus et gouvernement, voire intertribales, ont compliqué la tâche de conservation et de mise en valeur du site de Pétra.

Abordant le contexte de la promotion du site de Pétra, Dr. Meerpohl a démontré que l'afflux massif de touristes pose la question du bien-fondé de telles

démarches. Sont-elles bénéfiques aux résidents et aux populations locales, ou sont-elles axées sur le bien-être du touriste et sur la manne économique qu'apporte le tourisme ?

Prof. Dr. Mustapha El Qadery, professeur à l'Université Mohammed V de Rabat, a démontré comment l'ancien système colonial a initié une pléthore de clichés sur la culture et le patrimoine de l'ensemble de l'Afrique du Nord « française ». La politique indigène, même après l'indépendance du Maroc en 1956, fut axée sur une dichotomie entre Arabes et Berbères avec un raccourci faisant des Arabes les détenteurs du pouvoir et de la civilisation, et présentant les Berbères comme des autochtones restés à l'état tribal et en éternelle dissidence contre l'Etat du Makhzen.

Dans le domaine du tourisme, la politique au lendemain des indépendances dans l'Afrique du Nord reflétait encore les conceptions coloniales. Elle a reproduit, globalement, une vision « exotique » née autour de représentations des médinas « arabo-islamiques », des oasis ou des montagnes « berbères », en plus des éternels thèmes estivaux de vacances. La notion de « Berbères » (Imazighen) a été instrumentalisée pour le tourisme, alors même que les Imazighens n'ont été officiellement reconnus que dans la nouvelle Constitution marocaine de 2011.

Au regard du contexte changeant, Dr. El Qadery a souligné qu'une mise à l'épreuve des anciennes optiques d'études s'impose, afin de recadrer les connaissances et constructions du passé pour



*Christian RUCK, vice-président du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag allemand*

*Helmut REIFELD, Représentant résident de la KAS au Maroc*



les rendre cohérentes avec le présent. La reconnaissance de la langue amazigh dans la nouvelle Constitution marocaine de 2011 appelle à de nombreuses reconsidérations des perceptions en vigueur. Cette reconnaissance constitue l'aboutissement d'un long combat du mouvement culturel amazigh ; en effet, dans le sillage du Printemps arabe, les Imazighen de Tunisie et de Libye, voire ceux d'Égypte et de Mauritanie, longtemps marginalisés, se réveillent et réclament plus de droits et de considération.

Pour Dr. El Qadery, un travail de révision de l'image des Imazighen est nécessaire afin de réinterpréter le passé pour plus de cohésion avec la réalité des changements survenus depuis le Printemps arabe.

L'exemple de la Turquie montre comment le patrimoine culturel a été constamment influencé et modelé par des considérations politiques et idéologiques. Selon Prof. Dr. Ethem Eldem, professeur à l'Université Boğaziçi d'Istanbul, la politique culturelle de l'État turc depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle a défini le patrimoine national autour de l'héritage ottoman, turc et musulman. Le régime séculaire kémaliste y a encore ajouté un élément anatolien et proche-oriental. Pendant des décennies, le patrimoine culturel de la Turquie était dominé, à différents degrés, par ces éléments identitaires.

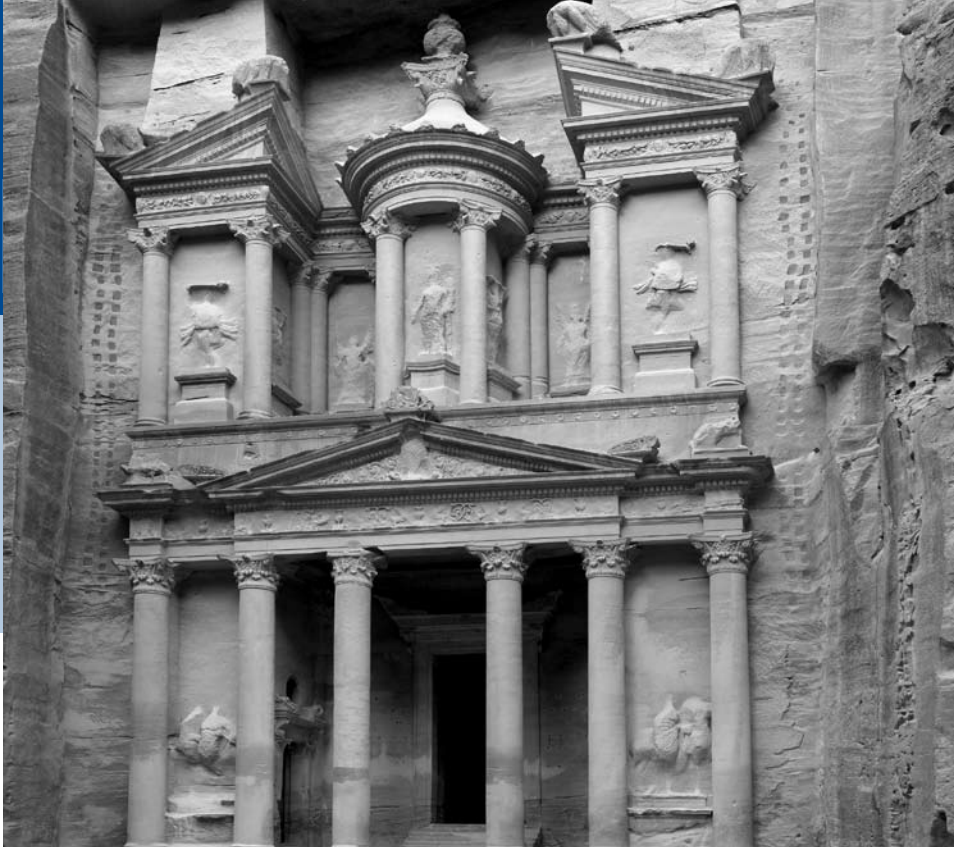
Les transformations post-kémalistes après le coup militaire de 1980 ont, selon Eldem, fait surgir des « chimères néo-ottomanes et islamistes » liées à de forts sentiments nationalistes. La transformation de l'identité nationale a eu, de même, une influence

sur l'industrie touristique et a infléchi la stratégie nationale à l'égard des musées et dans domaine archéologique, en vue d'une adaptation aux nouveaux courants idéologiques. Selon Prof. Dr. Eldem, on peut ainsi observer une soumission croissante de la notion de « patrimoine culturel » à la politique et à l'idéologie.

### **Nouvelles tendances identitaires dans la région MENA**

Dans la plupart des cas, le patrimoine culturel d'un pays reflète l'identité nationale et l'image de soi d'une nation. Pour cette raison, le patrimoine national n'est pas une notion fixe, mais a toujours été une variable soumise aux changements historiques ou aux renégociations sociales, en particulier suite à des révolutions ou à des bouleversements socio-politiques. Deux exemples, l'Égypte après la révolution de 2011 et la Turquie dans le contexte régional actuel du Proche et Moyen-Orient, montrent comment le patrimoine national peut être contesté, renégocié ou imaginé d'une nouvelle façon.

Comme Hamed Abdel-Samad, écrivain égypto-allemand, l'a montré dans le cas de l'Égypte, la révolution en Égypte a fait émerger sur l'identité et le patrimoine égyptien des discussions ouvertes sur des thématiques longtemps réprimées. Aujourd'hui, on peut observer une « bataille d'idées » dans les rues en Égypte. Le patrimoine national de l'Égypte, comme dans les autres pays du monde, est diversifié et composé de plusieurs couches. Cependant, selon H. Abdel-Samad, les salafistes essaient de réduire le patrimoine culturel de l'Égypte à une



Le site historique de Pétra en Jordanie

mono-identité islamique. Cette culture islamique est imaginée comme une culture invariable, hermétiquement fermée aux influences étrangères, indépendante du temps et de l'espace.

Faisant allusion aux changements actuels dans le monde arabe, Dr. Tarek El-Ariss, professeur assistant à l'Université du Texas à Austin aux États-Unis, s'est interrogé sur les raisons de l'engouement, depuis quelque temps déjà, d'une partie croissante des téléspectateurs dans le monde arabe pour les feuilletons à l'eau de rose ou 'soap shows' turcs qui ont remplacé la sempiternelle chanteuse égyptienne Oum-Kalthoum.

Dr. El-Ariss a identifié un certain besoin auprès des spectateurs arabes de chercher un substitut au modèle pan-arabiste, qui depuis le « Printemps arabe » n'arrive plus à rassurer ni à satisfaire le citoyen moyen, au contraire du modèle turc qui semble dégager une aura s'appuyant sur les gloires passées de l'Empire ottoman, dans les séries historiques, et la réussite socio-économique, dans les séries s'inscrivant dans le présent.

Depuis ce qui semble être la faillite des États arabes moyen-orientaux à fédérer et à générer une identité nationale, et aussi du fait de la résurgence du courant de l'Islam politique, l'image du modèle turc actuel, depuis l'accession du parti islamiste

'Adalet ve Kalkinma Partisi' (AKP) au pouvoir en Turquie, semble offrir une autre formule politique dans le champ médiatique arabe.

Cette 'ottomanie' dans les médias arabes, déclenchée pour la première fois par la série turque 'Noor' en 2005, peut être aussi expliquée par un idéal de beauté turque (en arabe: *jamal al-atrak*) cultivé depuis l'ère ottomane jusqu'à nos jours dans les sociétés arabes proche-orientales.

Selon Dr. El-Ariss, la fascination de l'héritage (néo) ottoman et l'interprétation de cet héritage dans les médias de divertissement sont accompagnées par la croissance du rôle géopolitique et géoéconomique de la Turquie dans la région du Proche et Moyen-Orient.

#### **Vers une gestion responsable du patrimoine: les processus intégratifs, multilatéraux, décentralisés et durables**

Le processus sélectif de la patrimonialisation et les conflits potentiels qui risquent de découler d'un patrimoine contesté nous mènent à la question de trouver un processus inclusif afin de définir un patrimoine culturel national apprécié par la collectivité nationale, en paix avec son environnement et protégé par des stratégies viables.



La synagogue Slat al Fassiyyin à Fès

Une patrimonialisation inclusive, durable et largement acceptée peut être garantie par les éléments suivants:

- une historiographie nationale équilibrée qui reconnaît des crimes et des torts;
- l'intégration des différents groupes sociaux, ethniques, religieux ou locaux;
- l'inclusion de toutes principales parties prenantes (gouvernementales ou non-gouvernementales) sur les plans local, national ou bien international;
- les stratégies écologiquement durables et socialement supportables;
- l'exploitation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) pour décentraliser et délocaliser la mémoire d'un patrimoine.

Ci-dessous, quelques études de cas sur la gestion du patrimoine culturel :

La reconstruction des sites culturels et le traitement du passé après une guerre constituent un défi national pour bon nombre de pays et de sociétés qui ont connu une guerre traumatisante. John Borneman, Professeur d'anthropologie à l'Université de Princeton, a comparé le cas de l'Allemagne après la Deuxième Guerre mondiale avec la guerre actuelle en Syrie.

Dans le cas de l'Allemagne, la reconstruction sociopolitique et économique incluait des dédommagements et la reconnaissance des torts et des crimes commis envers les victimes. La reconstruction allemande a été accompagnée d'une réévaluation de l'histoire (en allemand: '*Aufarbeitung der Geschichte*').

Une fois finie la guerre qui sévit actuellement en Syrie, le peuple syrien aura la tâche énorme de reconstruire son héritage éminemment riche et distingué comme patrimoine culturel mondial. Cependant, selon J. Borneman, le contexte sociopolitique en Syrie se présente différemment que dans l'Allemagne de l'après-guerre. La Syrie est devenue une nation fatalement divisée par des lignes de conflit religieux, ethniques et idéologiques. En outre, suite à des décennies d'autoritarisme qui ne se risquait pas à une historiographie critique, il manque à la Syrie une tradition forte et indépendante de préservation de son histoire. La possibilité d'une coopération internationale entre différentes puissances étrangères afin de préserver l'héritage syrien paraît peu probable. La reconstruction et la préservation du patrimoine syrien, prendra, selon J. Borneman, plusieurs générations et devra dépasser les expériences traumatiques de la jeune génération actuelle.



*Badiha NAHHASS, chercheuse à  
l'Université Hassan II de Casablanca*

*Mustapha EL QADERY, professeur à  
l'Université Mohammed V de Rabat*



Le cas de la région du Rif au Nord du Maroc montre comment un fort particularisme identitaire local, longtemps tenu pour opposé à l'État central, a connu un processus de 'réconciliation' soutenu par une valorisation des ressources économiques via une politique de marketing territorial.

La région du Nord du Maroc, qui s'étend le long du littoral méditerranéen de Tanger jusqu'à la frontière avec l'Algérie, communément appelée le Rif, a connu au cours de son histoire une oscillation entre résistance et ouverture sur le reste du Maroc et sur le monde. Traditionnellement, le Rif est présenté comme étant un *bled Siba* (territoire insoumis au contrôle du Sultan), par opposition au *bled el Makhzen* (territoire soumis au pouvoir du Sultan). Or, l'interaction qu'entretenait le Rif avec l'Etat central était beaucoup plus complexe et ne pouvait être cantonnée dans cette dichotomie siba/makhzen.

Badiha Nahhass, chercheuse à l'Université Hassan II de Casablanca, a expliqué les reconfigurations actuelles des relations entre le Rif et l'État central comme un processus de « réconciliation », entamé avec l'Instance Équité et Réconciliation en 2004, et la politique gouvernementale dans la région. Cette construction, développe B. Nahhass, s'adosse à une histoire spécifique et à un particularisme identitaire local dont la finalité est d'en faire un outil du développement et de convertir des ressources « patrimoniales » en des ressources marchandes actives. Ce processus de réinvention touche aussi des éléments ethniques dans ce qui est considéré

comme étant le patrimoine du Rif, dont la culture juive rifaine.

En outre, B. Nahhass a identifié l'émergence de nouveaux acteurs, les associations, dans ce processus de patrimonialisation locale. L'investissement dans le patrimoine a ainsi acquis une dimension importante dans le travail des militants associatifs, non seulement en termes identitaires, mais aussi en termes économiques, comme source d'emplois et de revenus.

La conception du patrimoine national, mais aussi la bonne gestion du patrimoine culturel, dont la gestion du tourisme culturel-patrimonial, peut constituer un défi majeur.

En Jordanie, le tourisme est dans une large mesure axé sur le patrimoine culturel ou naturel : pour ne citer que quelques exemples, Pétra, Jerash, Umm Qais, la Mer morte, le golfe d'Aqaba ou Wadi Rum. La Jordanie a donc connu une prise de conscience considérable en termes de préservation, de développement et de gestion du patrimoine touristique.

Dr. Fakhrieh Darabseh, chef du département du Voyage et du Tourisme à l'Université de Yarmouk à Irbid en Jordanie, a souligné qu'afin de parvenir à une gestion réussie des sites touristiques culturels, il est nécessaire d'atteindre une intégration équilibrée entre les besoins, les intérêts et les préoccupations de la communauté locale, les visiteurs et diverses autres parties prenantes. Seule une intégration équilibrée de toutes les parties prenantes



*Tarek EL-ARISS,  
professeur assistant à  
l'Université du Texas à  
Austin aux États-Unis*

peut garantir une exploitation durable des ressources patrimoniales.

Comme Dr. Darabseh l'a souligné, il est essentiel dans la gestion et la planification des ressources patrimoniales d'impliquer toutes les principales parties prenantes, qu'elles soient gouvernementales ou non-gouvernementales. Une inclusion de la pluralité des points de vue aide à informer les gestionnaires des sites sur les besoins, les attentes et les valeurs religieuses et culturelles des communautés locales sur place, sur les impacts socioculturels ou environnementaux potentiels, ainsi qu'à éviter des discordances entre les opinions locales, les considérations gouvernementales et les perceptions des experts.

En outre, Dr. Darabseh a préconisé l'association des populations locales dans toute mesure de préservation et de mise en valeur d'un quelconque patrimoine culturel ou naturel, en luttant contre leur marginalisation ou toute autre attitude de rejet ou d'ostracisme tendant à écarter les populations autochtones des sites patrimoniaux.

Les conflits culturels existants quant à la gestion des sites patrimoniaux, en Jordanie comme dans beaucoup d'autres pays du Proche-Orient, peuvent être jugulés dans un contexte de conservation, de gestion et de développement du tourisme patrimonial aux niveaux local, national et international. En Jordanie, ces opérations sont effectuées par le MOTA (Ministry of Tourism and Antiquities) en partenariat avec le secteur privé, les ONG et les autres instances gouvernementales, tout en étant

principalement financées par des ressources internationales.

Du côté de la société civile, une série d'ONG locales et internationales travaillent à la formation et à l'établissement des lignes directrices relatives au développement durable du tourisme en Jordanie ainsi que dans les autres pays arabes dotés d'un potentiel touristique.

La destruction des ressources vitales naturelles par un changement climatique accéléré et par la pollution de l'eau, de l'air et du sol pose un autre problème grave qui sévit dans la région MENA. En Égypte, la biodiversité, en tant que base de l'habitat naturel de la faune et de la flore, est menacée notamment par une forte industrialisation, par la construction de logements, par un tourisme de masse et par une agriculture extensive.

Hoda Yacoub, chargée du département Conservation de la Nature dans la réserve de biosphère Wadi Allaqi, a souligné la nécessité d'une stratégie nationale de développement qui prenne en considération les besoins économiques, sociaux et écologiques.

Le Wadi Allaqi, un système de drainage naturel au Sud de l'Égypte entre la mer Rouge et le lac Nasser, a été déclaré réserve naturelle en 1989 et réserve de biosphère par l'UNESCO en 1993. Malgré son statut protégé, le Wadi Allaqi souffre d'une destruction de sa biodiversité due aux sécheresses prolongées et récurrentes, à l'exploitation des mines, à un réseau routier développé et à une agriculture intensive au bord du lac Nasser.



*John BORNEMAN, Professeur  
d'anthropologie à l'Université de  
Princeton*

*Edhem ELDEM, professeur à  
l'Université Boğaziçi d'Istanbul*



En 1997, le Gouvernement égyptien a entamé en coopération avec l'UNEP (Programme Environnemental des Nations unies) un plan d'action national pour la biodiversité qui prévoit une dizaine de plans d'action nationaux. Selon Mme Yacoub, ces plans pour la préservation de la biodiversité se sont révélés trop généraux et inadéquats pour la gestion de la réserve Wadi Allaqi. Une coopération intensifiée avec la population autochtone, les bédouins, qui ont mené un mode de vie en harmonie avec l'écosystème du Wadi pendant des siècles, est selon elle nécessaire. L'inclusion des communautés locales et de la société civile dans la gestion de ce patrimoine naturel permettrait aussi d'affermir la crédibilité d'une telle entreprise de grande envergure. En outre, Mme Yacoub a préconisé une meilleure coordination entre les différentes autorités chargées de la préservation et le gouvernement égyptien afin d'éviter tout conflit d'intérêts. Une meilleure législation nationale devrait fournir des incitations économiques et sociales pour la protection de la biodiversité afin d'éviter une surexploitation des ressources naturelles. Il convient de reconnaître la valeur économique, écologique et même éthique qu'implique la préservation des ressources vitales naturelles.

Aujourd'hui, les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) sont employées de plus en plus fréquemment à la gestion du patrimoine culturel. Leur utilisation aide à la valorisation du patrimoine, mais contribue aussi à une « décentralisation » de la patrimonialisation.

Pr. Rachid Benslimane, professeur à l'Université Sidi Mohamed Ben Abdellah à Fès, a illustré à quel

point ces nouvelles technologies contribuent à la gestion et à la préservation du patrimoine culturel. L'usage des TIC dans les musées, les monuments historiques, les sites archéologiques et les institutions culturelles a connu un fort accroissement qui peut révolutionner les enjeux de la patrimonialisation. Il s'agit des services en ligne relatifs aux activités de visite et de découverte mis en œuvre sous forme de portails ou de podcasts (balladodiffusion), et d'outils de médiation basés sur des technologies innovantes.

Ces outils et services permettent entre autres, selon Pr. Benslimane, de donner accès à tout type de contenu en l'adaptant aux différents publics cibles et sur différents supports, de promouvoir la diversité du patrimoine, de favoriser le développement du marketing des territoires et des lieux du patrimoine, d'inciter à changer certaines pratiques culturelles, et enfin de préserver et de promouvoir les savoir-faire traditionnels tout en contribuant à leur transmission aux générations futures.

Au Maroc, Pr. Benslimane a énuméré des centaines de sites préhistoriques, d'arts rupestres, préislamiques et islamiques, de même que des médinas, kasbahs, ksour et greniers collectifs en tant que patrimoine culturel. 216 sites sur le territoire marocain sont classés au patrimoine national par le ministère de la Culture. En outre, divers types de folklore, y compris les danses, les traditions orales et le théâtre populaire, constituent le patrimoine immatériel marocain.

Selon Pr. Benslimane, l'adaptation des outils de découverte et d'analyse basés sur les TIC et la numé-





*Hamed ABDEL-SAMAD,  
politologue et écrivain  
égypto-allemand*

risation du patrimoine culturel ainsi que sa diffusion numérique favorisent la valorisation du patrimoine national d'une manière décentralisée et est à même d'attirer la jeune génération du numérique.

#### **Patrimoine et tourisme : quelle cohabitation ?**

La région MENA a connu différents types de tourisme. D'un côté, il s'agit d'un tourisme balnéaire, voire d'un tourisme de masse, comme dans les sites balnéaires égyptiens (surtout dans le Sinâï et sur la côte de la mer Rouge) ou en Tunisie. D'un autre côté, les pays du Proche et Moyen-Orient ont su attirer un large nombre de touristes culturels (avec des sites historiques tels que les pyramides et Abou Simbel en Égypte, Pétra en Jordanie, Damas et Alep en Syrie, Fès ou Marrakech au Maroc). A cela s'ajoute encore un tourisme d'aventure et de sport avec des loisirs de plein air (comme les safaris dans le désert du Sahara, le trekking dans l'Atlas, ou la plongée dans la mer Rouge).

Depuis les révolutions et les bouleversements continus dans la région MENA, le tourisme culturel ou balnéaire a largement cessé dans plusieurs pays et sites touristiques (en Égypte, en Syrie) ou connu de fortes baisses (en Tunisie). Les bouleversements sociopolitiques offrent aujourd'hui l'opportunité de réfléchir sur l'avenir du tourisme étranger dans les pays de la région MENA.

Le tourisme occidental (ou non-musulman) de masse, qu'il soit balnéaire ou culturel, provoque depuis

longtemps des discours et des critiques concernant son impact sur les valeurs culturelles et religieuses de la population indigène.

Comme l'a constaté Hamed Abdel-Samad, écrivain et intellectuel égypto-allemand, le tourisme constitue une affaire à double tranchant. D'une part, le tourisme peut avoir un effet qui rassemble et rapproche différents peuples et cultures. En outre, le tourisme contribue au développement économique. En Égypte, presque un tiers des emplois est lié directement ou indirectement au secteur touristique. D'autre part, un tourisme de masse mal géré risque de conforter et de renforcer les clivages culturels, de provoquer des conflits de valeurs ou même de contribuer à la destruction de l'héritage. En Égypte, différents courants islamistes ou salafistes prônent un tourisme « halal » conforme aux valeurs musulmanes. Selon H. Abdel-Samad, ce discours présente le danger de mener à une isolation culturelle qui constituerait une atteinte fatale au développement socioculturel du pays.

Il faut donc trouver une manière de développer un tourisme culturellement et écologiquement durable qui contribue à une meilleure compréhension mutuelle.

Selon Dr. Sabeh Ferdi, professeur et chercheuse au Centre national de Recherche en Archéologie à Alger, le tourisme patrimonial convertit le regard que nous portons sur l'autre. Le tourisme patrimonial se propose de faire découvrir et d'admirer les riches-



*Rudolph KUPER, professeur à l'Université de Cologne*

*Site archéologique de Volubilis au Maroc*



ses et antiquités du pays, et permet d'approfondir la connaissance de sa propre culture.

En Algérie, le passé méditerranéen est marqué par la présence de Phéniciens, de Juifs de la Diaspora, de Romains, de Goths, et autres conquérants, Byzantins et Arabes. Il n'est, dès lors, pas étonnant de retrouver, en Algérie, des traces des trois religions monothéistes.

Pr. Ferdi a rappelé que ceux qui sont en charge du tourisme patrimonial sont obligés, non seulement de montrer le patrimoine archéologique exposé, mais aussi d'expliquer comment ces sites et ces monuments construisent l'image de la civilisation représentée.

### **La protection du patrimoine culturel dans la coopération internationale au développement**

La protection du patrimoine culturel joue un rôle de second plan dans la politique de développement des pays donateurs. Malgré cela, la préservation du patrimoine culturel est essentielle pour le développement équilibré et la stabilité sociale de n'importe quel pays.

Dr. Christian Ruck, vice-président du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag allemand, a souligné l'importance du patrimoine culturel dans le développement humain. Il a évoqué la thèse selon laquelle l'intolérance et le fanatisme, qu'ils soient religieux ou politiques, résultent de la perte et de la négligence du patrimoine culturel. L'héritage culturel national joue ainsi un rôle de ciment

dans la société et de garde-fou contre les dérives identitaires.

Par ailleurs, le patrimoine culturel constitue un potentiel du développement économique. Le patrimoine culturel peut devenir un vecteur économique majeur, principalement en ce qui concerne la création d'emplois dans le secteur touristique et d'autres qui y sont afférents, comme le tourisme naturel et la conservation de la biodiversité. Néanmoins, Dr. Ruck a souligné la nécessité que ce soit là un développement économique équilibré en termes de viabilité sociale et environnementale.

En ce qui concerne la politique de développement de l'Allemagne à l'étranger, le ministère des Affaires étrangères (Auswärtiges Amt) et le ministère pour la Coopération économique et le développement (BMZ) ont financé depuis les années 1980s des milliers de projets liés à la protection du patrimoine culturel.

Parmi eux figuraient des projets concernant la restauration des fameuses statues de Bouddha dans la vallée de Bamiyan en Afghanistan et, entre autres, la restauration de la synagogue Slat Al Fassiyin à Fès au Maroc, inaugurée le 13 février 2013 par le président du Bundestag allemand, Norbert Lamert.

La protection du patrimoine culturel ou naturel est souvent un aspect oublié dans la coopération internationale au développement. Bien que le volet culturel ne bénéficie pas d'un financement au même titre que les projets socioéconomiques ou politiques, le patrimoine culturel et naturel représente le fondement de la vie de chaque peuple.



*Ouidad TEBAÄ,  
professeur à  
l'Université Cadi Ayyad  
de Marrakech*

## Conclusion

La région MENA, berceau des trois grandes religions monothéistes, est une région culturellement dense et riche. Dans le même temps, notamment aussi en raison de son hétérogénéité culturelle, la région du Proche et Moyen-Orient a toujours été une région conflictuelle.

Les actuels bouleversements dans le monde arabe exigent également une réorientation en ce qui concerne le traitement du patrimoine culturel ainsi qu'une recherche et une affirmation identitaire dans la région MENA. Les mutations relatives à la définition du patrimoine et de l'identité nationale (comme on peut l'observer notamment en Égypte, mais aussi en Tunisie et en Turquie) et les nouvelles formes d'imagination et d'appropriation de son histoire donnent des renseignements pertinents sur la construction de l'identité et la démarche sociopolitique des sociétés proche-orientales dans les temps houleux à venir.

Les enjeux souvent conflictuels de la patrimonialisation dans la région MENA ont mis en exergue la nécessité de trouver une coexistence pacifique et durable des différentes communautés religieuses et culturelles. Cette tâche comprendrait la reconnaissance de la diversité culturelle, des processus intégratifs et subsidiaires aux niveaux locaux qui incluent différents besoins et points de vue concernant la gestion de l'héritage, des solutions écologiquement, socialement et économiquement durables, ainsi qu'une historiographie nationale équilibrée.

Du côté des pays donateurs ou visiteurs, il est essentiel de soutenir un tourisme qui veille au respect des valeurs culturelles autochtones et à la protec-

## Soutien et contribution de l'Allemagne

Depuis 1981, le ministère des affaires étrangères d'Allemagne a contribué plus de 56 millions d'euros pour plus de 2500 de projets liés à la protection du patrimoine culturel mondial. Dans la région de MENA ce sont par exemple:

- restauration de la synagogue Slat Al Fassiyin à Fès au Maroc
- sauvegarde des manuscrits anciens de la Bibliothèque Générale et Archives de Rabat au Maroc
- restauration du célèbre musée du Caire en Égypte
- restauration de l'église de Saint-Augustin à Annaba en Algérie
- soutien financier au Musée de Cherchel en Algérie
- restauration du temple romain de Chimtou en Tunisie.

En plus, le ministère pour la Coopération économique et le développement de l'Allemagne a contribué, parmi autres, aux projets suivants :

- soutien à la ville historique de Pétra en Jordanie
- restauration de la vieille ville d'Alep en Syrie (très largement détruite actuellement) par des services consultatifs et des lignes de crédit pour les propriétaires autochtones.

La synagogue Slat al Fassiyin à Fès fut restaurée grâce au programme de sauvegarde du patrimoine culturel du ministère fédéral allemand des affaires étrangères. Elle a été inaugurée le 13 février 2013 avec la participation de M. Norbert Lammert, Président du parlement fédéral allemand depuis 2005 et membre de l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU) et en présence du député fédéral, M. Günther Gloser.

En cette occasion, le Chef du gouvernement marocain, M. Abdelilah Benkirane, a lu devant de nombreux invités un message de bienvenue du Roi Mohammed VI dans lequel le Souverain a déclaré que le patrimoine culturel juif du Royaume était un héritage de tous les Marocains. Pour plus d'informations veuillez svp consultez le Site web de l'Ambassade d'Allemagne à Rabat :

<http://www.rabat.diplo.de/>



Inauguration de Slat Al Fassiyin à Fès, le 13/02/2013



tion de l'écosphère et du patrimoine naturel. En outre, la dimension culturelle n'est pas à sous-estimer comme facteur clé pour la promotion du développement humain. Le patrimoine culturel constitue la base de tout progrès, qu'il soit économique ou social.

On peut affirmer que « le patrimoine culturel n'est la propriété de personne, mais (que) nous avons tous le devoir de le préserver ».

« En Plénière » antérieurs :

- **Droits des femmes méditerranéennes après les 'révolutions arabes' (2013)**
- **Le Maroc et l'Union européenne : perspectives pour un partenariat énergétique (2013)**
- **Maroc-Europe : La convergence réglementaire (2013)**
- **Les droits de l'opposition dans la nouvelle constitution (2013)**

Livres de poche récents :

- **Démocratie et justice constitutionnelle (2013)**
- **Gouvernance sécuritaire et État de droit au Maroc (2013)**
- **La liberté de religion (2013)**
- **Perception historique et culturelle du Maroc (2013)**
- **Lexique de la Langue Amazighe moderne (2013)**

Toutes nos publications sont également téléchargeables sur :  
<http://www.kas.de/marokko/fr/publications/>



**Konrad  
Adenauer  
Stiftung**

**Publié par**

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.  
Bureau Maroc

© **Tous droits réservés**

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.  
Rabat 2013

**Conception / Rédaction**

Dr. Helmut Reifeld

**Texte / Auteur**

Dr. Ellinor Zeino-Mahmalat  
Aziz El Aidi

**Mise en page**

Mina Bouaabid

**Photos**

KAS Rabat / AFP

**Imprimerie**

Canaprint - Rabat

[www.kas.de/marokko](http://www.kas.de/marokko)